

Washington, le 16 février 1962

POLITIQUE BERNE
R.P. No 15
par courrier

AFRIQUE OCCIDENTALE

Source: Conversation de M. Grandjean avec X., chargé des affaires de l'Afrique Occidentale au Département d'Etat.

1.- Il serait erroné de prétendre que les Etats-Unis ont pour politique dans cette région du monde d'y supplanter les anciennes puissances coloniales européennes. Les Etats-Unis ne désirent que fournir un complément aux efforts de ces puissances. Ils ne veulent en rien participer à l'équilibre budgétaire des pays de l'Ouest africain, cette opération étant avant tout dévolue à la France et à la Grande-Bretagne. Ils sont prêts toutefois à accorder des crédits et des prêts, comme ils l'ont déjà fait au Ghana, et à se lier par des accords de coopération technique, comme avec la Guinée et le Mali. L'Administration américaine, selon X., désire montrer aux pays africains ce que les Etats-Unis sont à même de leur offrir dans tous les domaines sans soumettre leur aide ou assistance à aucune condition, mais en observant en tout une certaine mesure et réserve. C'est ainsi que pour l'année fiscale 1962-63, les sommes qui seront prévues au titre de l'aide à l'étranger pour les pays de l'Afrique occidentale risquent d'être assez voisines de celles de l'année en cours. Il y aura peut-être une exception pour le Nigeria en raison des vastes plans de développement qui s'y préparent.



- 2 -

2.- Si la procédure d'octroi de prêts et de crédits américains au Ghana - d'un total de \$ 110 millions - pour le barrage sur la Volta se déroule normalement, X. ne cache pas son inquiétude au sujet de l'instabilité du caractère de N'Krumah et déplore le peu de confiance que lui inspire ce gouvernement. X. va jusqu'à dire que depuis la décision américaine de venir en aide au Ghana, ce pays, au lieu de renforcer son attitude neutraliste, se serait encore rapproché des puissances communistes.

3.- Quant à la Guinée et au Mali, il semblerait, selon X., qu'un mouvement contraire à celui qui se dessine au Ghana se fasse peu à peu jour. Il y aurait aussi bien à Conakry qu'à Bamako de nettes tendances, sinon de se rapprocher de l'Ouest, du moins de prendre ses distances des puissances de l'Est. La Guinée serait en froid avec l'URSS qui aurait mis des conditions un peu trop draconiennes à ses actions d'assistance et qui exigerait à présent le remboursement en monnaie forte des prêts ou crédits qu'elle a consentis à ce pays. Sekou Touré vient de faire quelques sondages auprès des Américains pour connaître les conditions d'une éventuelle participation de son pays à la Banque Mondiale et au Fonds Monétaire International. Il aurait également tâté le terrain pour entrer en pourparlers avec le Canada dont il espérerait obtenir une aide. Une tendance identique apparaîtrait également au Mali, mais à un moindre degré.

X. est de l'avis que des pays comme la Suisse pour-

- 3 -

raient actuellement jouer un rôle important dans ces deux Etats. Une aide de notre pays faciliterait le changement d'orientation qui s'y dessine et accélérerait cette transition. Selon X., ces deux Etats seraient très désireux de détendre leurs liens avec l'Est, tout en évitant de s'aligner trop brusquement sur l'Ouest.

4.- Au cours de cette année trois visites de chefs d'Etats africains sont prévues à Washington. Aucune date précise n'est encore fixée. Il s'agirait de M. Houphouët-Boigny, de la Côte d'Ivoire, de M. Sylvanus Olympio, du Togo, et de M. Ahidjo, du Cameroun. Contrairement au protocole généralement appliqué lors de visites de chefs d'Etat qui prévoient un séjour de cinq jours, elles ne dureront que 48 heures.

5.- X., qui s'occupe de la région s'étendant de Nouakchott à Léopoldville, estime que la situation politique et économique de ces divers Etats peut être considérée comme satisfaisante. Certains regroupements, unions, ententes sont possibles et probables dans un proche avenir, car quelques Etats comme le Mali, la Haute Volta, la République Centre Africaine, le Tchad et même le Dahomey constituent des entités difficilement viables par elles-mêmes. Par contre, la Mauritanie pourrait être complètement indépendante économiquement d'ici cinq ans, grâce à l'exportation de son minerai de fer.

X. pense qu'en dépit des rivalités qui opposent certains chefs d'Etat au sein du groupe de Monrovia, l'unité

- 4 -

de celui-ci se maintient. Un rapprochement avec celui de Casablanca est fort possible dans les mois à venir, même si d'ici là une solution du problème algérien ne devait pas intervenir.

MR. Lindt

A. R. Lindt